

## Registre des communications de renseignements personnels

Renseignements communiqués sans le consentement de la personne concernée

Communication de renseignements personnels divers

(application de l'article 67.3, premier alinéa, de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1))

**Il s'agit de la communication de renseignements personnels visée  
aux articles 66, 67, 67.1, 67.2, 68 et 68.1**

### OBJET DE LA COMMUNICATION :

Échange de renseignements avec le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après : « MTESS ») afin d'obtenir des renseignements à la suite d'un recours collectif contre la Société d'habitation du Québec (ci-après : « Société »).

### 1) Nature ou type des renseignements communiqués :

Le nom de 753 personnes a été transmis par la Société au MTESS. Pour 589 de ces personnes, la Société a également transmis leur numéro d'assurance sociale. Quant aux 164 autres personnes, en plus du nom, la Société a transmis leur date de naissance, leur sexe et leur dernière adresse connue. Les informations qui ont été transmises au MTESS concernent des personnes identifiées comme ayant potentiellement droit à remboursement en vertu du recours collectif obligeant la Société à rembourser les charges perçues auprès des bénéficiaires du Programme de supplément au loyer en raison de la fourniture d'une cuisinière ou d'un réfrigérateur à même leur bail (n° 500-06-000403-077).

### 2) Raison justifiant cette communication :

Ces renseignements ont été transmis afin de permettre au MTESS de vérifier s'il a un dossier actif sur ces personnes. Le cas échéant, il transmettra l'adresse actuelle de ces personnes à la Société ce qui lui permettra de les contacter afin de les informer de leur droit à un remboursement.

### 3) Mode de communication utilisé :

Un fichier excel contenant les renseignements a été transmis par courriel sécurisé au Ministre. L'accès au fichier est également protégé par mot de passe.

### 4) Date ou période de la communication :

18 et 21 décembre 2015, 25 janvier et 6 février 2016

### 5) Destination des renseignements communiqués (personne ou organisme) :

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

### 6) Préciser s'il s'agit d'une communication de renseignements personnels à l'extérieur du Québec (communication visée à l'article 70.1) :

oui

non

Territoire visé par une communication à l'extérieur du Québec :

**7) Usage projeté des renseignements communiqués :**

article 66 : renseignement relatif à l'identité d'une personne communiqué afin de recueillir des renseignements personnels déjà colligés par une personne ou un organisme privé

article 67 : renseignement personnel communiqué à toute personne ou organisme si cette communication est nécessaire à l'application d'une loi au Québec

**Détails :**

article 67.1 renseignement personnel communiqué à toute personne ou organisme si la communication est nécessaire à l'application d'une convention collective, d'un décret, d'un arrêté, d'une directive ou d'un règlement qui établissent des conditions de travail

article 67.2 renseignement personnel communiqué à toute personne ou organisme si la communication est nécessaire à l'exercice d'un mandat ou à l'exécution d'un contrat de services ou d'entreprise

article 68 al.1(1) renseignement personnel communiqué à un organisme public ou à un organisme d'un autre gouvernement lorsque cette communication est nécessaire à l'exercice des attributions de l'organisme receveur ou à la mise en œuvre d'un programme dont cet organisme a la gestion

article 68 al.1(1.1) renseignement personnel communiqué à un organisme public ou à un organisme d'un autre gouvernement lorsque la communication est manifestement au bénéfice de la personne concernée

article 68 al.1(2) renseignement personnel communiqué à une personne ou à un organisme lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient

article 68 al.1(3) renseignement personnel communiqué à une personne ou à un organisme si cette communication est nécessaire dans le cadre de la prestation d'un service à rendre à la personne concernée par un organisme public, notamment aux fins de l'identification de cette personne

article 68.1 fichier de renseignements personnels transmis aux fins de le comparer au fichier détenu par une personne ou un organisme si cette communication est nécessaire à l'application d'une loi au Québec

**Détails :**

**8) Renseignements complémentaires :**

Article 66 : confirmer que la Commission d'accès à l'information (CAI) a été informée de la communication au préalable et préciser la date :

Article 68 et deuxième alinéa de l'article 68.1 (voir art. 70) :

- date de soumission de l'entente écrite à la CAI

- date de l'avis favorable de la CAI

article 68,1, troisième alinéa :

- date de transmission de l'entente écrite à la CAI

- date de l'entrée en vigueur de l'entente  
(30 jours après réception par la CAI)

**9) Commentaires additionnels :**

**10) Unité administrative responsable de la communication :**

Direction du secrétariat et des affaires juridiques

**11) Date de mise à jour de la présente fiche :**